

1986, chapitre 70

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

---

### **Projet de loi 109**

présenté par M. Paul Gobeil, ministre délégué à l'Administration

Présenté le 19 juin 1986

Principe adopté le 19 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

**Sanctionné le 19 juin 1986**

---

**Entrée en vigueur: le 19 juin 1986**

---

### **Loi modifiée:**

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)







## CHAPITRE 70

### Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. F-3.1.1,  
a. 30.1, aj.

**1.** La Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 30, du suivant:

Traitement

« **30.1** Le fonctionnaire qui exerçait la fonction prévue au paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 30 a droit, à compter de la réception de la demande visée dans le deuxième alinéa de cet article, de recevoir le traitement relié au classement qu'il avait avant d'être élu député.

Attente de  
placement

Jusqu'à ce qu'il soit placé, il est sous la responsabilité de l'Office. ».

c. F-3.1.1,  
a. 31, mod.

**2.** L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de ce qui suit: « à l'article 30 » par ce qui suit: « aux articles 30 et 30.1 ».

Classement  
conservé

**3.** Malgré les articles 100 et 101 de la Loi sur la fonction publique, édictés par le chapitre 15 des lois de 1978, tout fonctionnaire qui s'est porté candidat lors de l'élection générale de 1981 et a été élu député à l'Assemblée nationale est assujéti aux articles 29, 30 et 129 à 131 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1). Aussi longtemps qu'il est député, il conserve le classement qu'il avait le jour où il a été élu député.

Placement  
prioritaire

**4.** Tout fonctionnaire visé dans l'article 3 qui n'a pas été réélu député le 2 décembre 1985 a droit de requérir de l'Office des ressources

humaines qu'il procède à une nouvelle vérification de ses aptitudes et qu'il le place, par priorité, à un emploi qui correspond à celles-ci.

**Demande**        Seule une demande faite dans les 90 jours suivant le 2 décembre 1985 peut être considérée aux fins du présent article.

**Traitement**    Sous réserve de l'article 31 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), le fonctionnaire qui a fait sa demande dans le délai imparti a droit, à compter de la réception de la demande, de recevoir le traitement relié au classement qu'il avait avant d'être élu député. Jusqu'à ce qu'il soit placé, il est sous la responsabilité de l'Office.

**Entrée en vigueur**    **5.** La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.